

# SCIENCES SOCIALES ET SOCIÉTÉ : LE CAS DU NIGERIA

Par

*Samuel KODJO* \*

## INTRODUCTION

Pour comprendre le rôle joué par les sciences sociales dans la société, il importe de procéder à quelques observations préliminaires.

Le besoin de connaissances sur la société est aussi ancien que les sociétés elles-mêmes. Dès que les hommes se sont regroupés en société, ils ont ressenti le besoin de mieux comprendre les mécanismes qui en constituaient les rouages afin de rechercher les voies et moyens d'assurer la bonne marche de la société et également de contrôler et d'exercer une influence, bonne ou mauvaise, sur tous ces éléments. Le « diagnostic social » n'est donc pas une science nouvelle et l'histoire nous apporte des preuves supplémentaires sur le bien-fondé de cette constatation. La pérennité d'une société donnée est fonction de la capacité de ses membres à collecter des données valables sur les conditions influençant l'existence de cette société dans des milieux spécifiques et à élaborer des stratégies adaptées à ces conditions ; c'est la mise en oeuvre de ces stratégies qui garantit, à terme, la permanence de la société. Il arrive que ces stratégies ne soient pas opérationnelles ou qu'elles échouent (ce qui met en danger l'existence de la société) mais ce ne sont pas là des signes de désintérêt pour une meilleure connaissance de la société. Ces situations traduisent plutôt l'absence de données sûres et/ou une mauvaise interprétation des circonstances historiques pour toute action visant à assurer une continuité stable de la société. On peut donc affirmer que les systèmes caractérisant l'Égypte pharaonique ou la Rome ancienne ne sont pas fondamentalement différents de ceux adoptés par les sociétés modernes pour évaluer les faits sociaux, exercice qui sert de fondement aux stratégies sociales. Ces remarques préliminaires sont très importantes en ce sens qu'elles permettent de rejeter les théories fallacieuses selon lesquelles les sciences sociales ont été créées par Auguste COMTE, Adam SMITH et autres théoriciens de renommée internationale. De tous temps, les sociétés ont fait naître des hommes de valeur, qui, grâce à leurs talents ou dons intellectuels particuliers, étaient capables d'entreprendre une réflexion sur les divers aspects de la société, ses modes d'existence et aussi, sans doute, sur les moyens de la faire progresser. On voit donc que les travaux récents, réalisés dans le domaine de l'étude des phénomènes sociaux, n'ont apporté aucun élément unique, particulier ou, du point de vue épistémologique, nouveau. Ces travaux font suite à d'autres, déjà menés dans le passé et qui traduisaient une préoccupation constante, collective ou partiellement collective, des sociétés qui désiraient comprendre parfaitement leurs mécanismes afin de faciliter la réalisation d'actions concertées. Notons toutefois que cette réflexion peut ne pas être menée par l'ensemble de la société ; dans ce cas, il importe

---

\* *Professeur au Département des Sciences Economiques, Université de Nsukka, Nigéria – (Juin 1979).*

que l'image sociale perçue par une minorité soit adoptée et totalement assimilée par l'ensemble de la société. L'intérêt scientifique soulevé par les mécanismes des sociétés a donc été continu, tant au plan historique qu'épistémologique.

Les recherches dans le domaine des sciences sociales sont fondamentalement similaires en ce sens qu'elles sont toutes étroitement liées à la nature même des préoccupations des spécialistes qui les entreprennent, à savoir : la société et les facteurs influençant et déterminant le milieu social.

L'étude des sociétés diffère de celle d'autres domaines de recherche scientifique du fait que chaque société constitue une réalité complexe, difficile à saisir mais dont les effets sont perceptibles. Ainsi, certains éléments de cette entité complexe tels par exemple, les êtres humains qui la composent, peuvent être vus, identifiés et perçus sensoriellement ; par contre, d'autres éléments qui en sont également des composantes essentielles, ainsi les innombrables rapports qui associent ou lient les êtres humains entre eux, tels par exemple les valeurs, les normes, les croyances, les langues, les institutions etc..., demeurent essentiellement immatériels, cachés et, peut-on dire, transcendants. Leur présence et leurs modes de fonctionnement ne peuvent être perçus et compris qu'au moyen d'efforts ou d'exercices intellectuels abstraits. L'ensemble de ces efforts et exercices compose ce qu'on appelle les sciences sociales. Si, dans leurs tentatives d'explication des réalités sociales, les spécialistes en sciences sociales se sont toujours trouvés confrontés à des problèmes d'objectivité, de neutralité, d'impartialité et d'idéologie, c'est essentiellement en raison du caractère invisible de certaines composantes de la société et de ses mécanismes de fonctionnement (1). Traitant d'une réalité qu'ils ne peuvent percevoir avec leurs sens, réalité dont ils font partie intégrante, les spécialistes en sciences sociales, à la différence d'autres chercheurs, ne peuvent pas se «distancer» de cette réalité. Ils n'ont pour unique alternative que de s'appuyer sur leurs propres systèmes de croyances, subjectifs et normatifs, d'en faire usage pour toutes leurs études sur la société et de les intégrer à toutes leurs approches scientifiques. Ainsi, le choix opéré par un spécialiste sur la société, dénote inévitablement le point de vue qui lui est propre ou l'image qu'il souhaiterait donner de la société étudiée. L'abondance des sujets à controverse dans le domaine des sciences sociales s'explique donc par la grande diversité des points de vue et convictions idéologiques. Le recours croissant aux méthodes statistiques dans ce domaine ne contribue nullement et ne peut contribuer à réduire l'importance des éléments idéologiques dans la recherche en sciences sociales. En effet, les statistiques ne constituent qu'un outil utile pour appréhender des données qui seraient autrement inaccessibles. Etant donné que les statistiques, *per se*, n'expliquent pas les phénomènes sociaux, les spécialistes en sciences sociales s'en servent pour en donner leur propre interprétation et en dernière analyse, leurs convictions et opinions idéologiques demeurent inchangées et incontestées, tant dans la recherche que dans l'enseignement.

La place de l'idéologie dans les sciences sociales n'est donc pas une question marginale. Il s'agit d'un problème fondamental qui a des répercussions sur le plan socio-politique. C'est la raison pour laquelle certaines thèses ou recommandations en sciences sociales sont reconnues crédibles et bénéficient d'un soutien politique ; d'autres, par contre, sont rejetées et supprimées par la société et les pouvoirs politiques sous le prétexte qu'elles sont suspectes et subversives du point de vue socio-politique. Ainsi, le rôle pratique joué par

les sciences sociales dans la société est généralement déterminée par l'identité entre les théories préconisées par les spécialistes, les intérêts et les désirs du pouvoir politique en place et les besoins et les exigences des systèmes socio-politiques et socio-économiques, à un moment donné de l'histoire. Il est donc évident que les notions critiques, non-conformistes et dérangeantes ne peuvent pas bénéficier du soutien du pouvoir politique. Le cas de DIOGENE de Syracuse, philosophe ancien qui critiquait dans les termes les plus sévères l'ordre socio-politique de son époque, illustre bien cette observation. Pour défier l'ordre établi, DIOGENE avait l'habitude de se promener en plein jour avec une torche allumée, à la recherche, disait-il, de *l'homme exemplaire*. On le considérait comme un fou et il fut socialement et politiquement frustré. Ce cas s'est souvent répété dans l'histoire. Nombre d'autres spécialistes en sciences sociales ont connu le même sort que DIOGENE de Syracuse. Les propos suivants de J.K. GALBRAITH, bien que s'appliquant au domaine de l'économie, font indirectement allusion à ce problème : «Lorsqu'on examine les facteurs qui déterminent la place des sciences économiques, il faudrait attribuer un rôle mineur aux intentions délibérées et n'en attribuer aucun à la conspiration. Les économistes ne sont pas délibérément asservis à l'idée d'intérêt économique. Certains s'efforcent consciemment de ne prendre en considération que cet élément ; mais c'est la communauté qui édicte quel doit être l'intérêt économique majeur en fixant les normes unanimement acceptées : sont déclarées politiques valables, celles qu'elle approuve et trouve commodes ; sont jugées trop peu judicieuses pour servir à orienter toute action responsable, celles qu'elle désapprouve ou trouve incommodes, aussi originales et intéressantes soient-elles. Les économistes, comme tout le monde, savent d'instinct ce qui est valable et c'est en définissant ce qui est responsable et valable que l'intérêt économique prévaut». (2)

Les remarques susmentionnées ne s'appliquent pas qu'aux sciences économiques. Elles sont également pertinentes pour d'autres domaines des sciences sociales. Dans son analyse des raisons historiques qui ont été à l'origine de l'épanouissement ou de la décadence de certaines théories de sciences sociales ou qui ont causé une ré-orientation des concepts dans ce domaine, A.W. GOULDNER déclare : «En France, (par exemple), les thèses «métaphysiques» que l'on rejetait étaient issues des institutions et classes sociales, vaincues au cours de l'histoire ; on ne pouvait donc pas leur attribuer la même valeur que celle accordée aux notions de classes plus puissantes.

«Une thèse est jugée «valable» lorsqu'il n'est point besoin de la démontrer ou lorsque des arguments faibles la démontrent. Les intellectuels et leurs écrits sont considérés «valables» lorsqu'ils ont la faveur de forces sociales, puissantes et prestigieuses ou lorsqu'ils sont patronnés par les médias. Ainsi par exemple, les professeurs d'universités renommées font figure d'oracles, (ou se prennent pour des oracles), ce qui n'est pas le cas pour les professeurs enseignant dans des institutions de moindre renommée. Les théoriciens des révolutions réussies ont une audience plus large et plus attentive que ceux des révolutions ratées.

La conception et le développement des idéologies modernes ont suivi très fidèlement l'évolution des sciences modernes, le prestige croissant de la technologie et des nouveaux modes de production, la création de nouveaux publics dont le préjugé favorable envers la science moderne avait pour origine le déclin du discours d'autorités plus anciennes. La science devient le paradigme éclatant et prestigieux d'un nouveau discours ; ce fut ce discours

qui permet de diffuser une série d'hypothèses à partir desquelles la notion de science fut elle-même élaborée (et qui servit à propager les principes nécessaires au soutien et au maintien d'un ordre socio-politique et socio-économique bien précis)». (3)

Norbert LECHNER résume l'idée fondamentale développée dans la citation susmentionnée, de la façon suivante : «La science notamment les sciences sociales) n'est pas un processus neutre et (absolument) objectif. Son développement est nécessairement influencé par les intérêts socio-politiques... Cette observation s'applique également à la logique des sciences et aux théories empiriques. Les principaux critères scientifiques tels que neutralité, objectivité et risques d'erreur doivent être considérés comme étant conditionnés (au moins partiellement) déterminés par (les intérêts majeurs de la société)»(4).

En d'autres termes, «la croyance selon laquelle la théorie économique (et bien évidemment les autres disciplines des sciences sociales) ne sont pas influencées par la politique, est fondamentalement erronée» (5).

Ces quelques citations montrent bien que, pour être valables, les sciences sociales doivent remplir certaines conditions inhérentes à la nature intrinsèque des rapports socio-politiques et socio-économiques prévalant ainsi qu'aux intérêts de groupes qui en sont issus. Leur origine et leurs orientations étant presque toujours socio-politiques et socio-économiques, ces sciences comportent des éléments d'endoctrinement idéologiques qui visent à garantir que les intérêts majeurs du système établi ne seront ni compromis, ni dépréciés en cas de lutte pour le pouvoir et la domination dans la société. Ces notions peuvent généralement être vérifiées par un examen des priorités fixées à la recherche en sciences sociales dans diverses sociétés.

## LES SCIENCES SOCIALES DE NOS JOURS

Les remarques formulées au chapitre précédent s'appliquent d'une façon générale aux sciences sociales mais elles ne mettent pas en relief les différences qui existent entre les sciences sociales du passé et celles de nos jours. Autrement dit, elles ne montrent pas clairement les liens étroits existant entre l'évolution de ces sciences et le développement de l'ensemble de la société. Il est essentiel de procéder à une étude de ces rapports si l'on veut comprendre le rôle de ces sciences dans le changement des conditions sociales. Le présent chapitre traitera brièvement de l'amateurisme et du professionnalisme dans le domaine des sciences sociales ainsi que de leurs conséquences respectives au plan socio-politique.

Pour mieux comprendre le raisonnement à suivre, il importe d'indiquer et de souligner que la notion d'étude gratuite des sciences sociales («Les sciences sociales pour les sciences sociales») n'a jamais été un idéal pour les sociétés. Les théories les plus importantes dans ce domaine font partie intégrante de l'infrastructure historique et socio-économique des sociétés ; elles traitent ou expliquent les mécanismes particuliers qui animent les systèmes sociaux et elles permettent également de comprendre de façon approfondie, les divers modes de vie. Elles sont donc nécessairement le reflet d'une certaine logique de la vie sociale. On peut dire qu'elles servent à édifier les bases légitimes sur lesquelles s'établira un ordre social donné ; pour ce faire, le niveau d'organisation sociale déjà atteint, notamment les structures socio-économiques en place, joue un rôle prépondérant. En d'autres termes, les

théories les plus importantes en sciences sociales ont pour caractéristique principale d'être le produit d'un mode de production sociale bien précis.

En sociologie, on répartit généralement les sociétés en deux catégories : les sociétés simples et les sociétés complexes. Ces deux catégories sont censées être les formes extrêmes qu'une société peut prendre au cours de son développement historique. Conformément à la théorie sociologique, une société simple se caractérise par un faible développement socio-économique qui dénote un manque d'institutions spécialisées dans les domaines technologique, économique, organisationnel, politique, culturel etc... A l'inverse, une société complexe a pour traits particuliers d'être développée, diversifiée du point de vue socio-économique et socio-politique, bien structurée car dotée d'un grand nombre d'institutions spécialisées dans les principaux domaines des activités sociales, ce réseau de cadres institutionnels servent de fondement à la prolifération de possibilités pratiquement illimitées.

Dans les sociétés simples, la production des biens et services est essentiellement le résultat des activités socio-économiques des ménages. En conséquence, le niveau d'organisation socio-économique atteint par la société est très bas. On peut dire que la principale caractéristique de ces sociétés est une division du travail sociale minimale. Pour cette raison, la gamme des activités des sociétés simples est très limitée et vise essentiellement à la satisfaction des besoins élémentaires requis pour la reproduction des familles : c'est ce que les économistes appellent économie de subsistance. Les activités entreprises dans une économie de subsistance ne nécessitent qu'un minimum de spécialisation. La tradition et la routine se substituent au goût de l'innovation et du changement ; seule la création de situations nouvelles oblige les gens à adopter de nouveaux comportements ou à introduire de nouvelles techniques. Sans défis, ni pressions, l'horizon de ces sociétés est et demeure limité.

Les activités intellectuelles suivent aussi le schéma imposé par les conditions de vie et l'environnement. Les conditions de vie étant stables, le rôle joué par la tradition et la routine étant prépondérant, la production intellectuelle des sociétés simples restent dans un état de quasi fossilisation ; l'horizon de l'existence restant limité, le besoin d'élargir les connaissances ou d'acquérir de nouvelles compétences ne se fait pas sentir. En conséquence, la connaissance revêt une forme rudimentaire et segmentaire. Rudimentaire, car elle ne réussit pas à transcender les besoins de la vie quotidienne simple et routinière, menée par de petits groupes sociaux, très fermés. Segmentaire, car elle est détenue par de petites entités sociales, sans coordination dans la hiérarchie. Aussi, la connaissance n'est ni formelle, ni spécialisée, ni professionnelle, ni institutionnalisée ; elle semble être l'expression d'une réflexion ou d'une perception simplistes d'un mode de vie élémentaire et des activités socio-économiques et socio-politiques associés à un tel mode de vie. Elle incarne ou exprime la puissance et c'est aussi un moyen d'exercer le pouvoir à l'intérieur du système social aussi, son rôle est à peine connu et reconnu par la majorité du groupe social qui lui attribue, dans le meilleur des cas, la fonction d'un pouvoir aux mains des groupes plus âgés. Les remarques ci-dessus intéressent non seulement les sciences en général, mais aussi et plus spécifiquement, les sciences sociales.

Dans les sociétés complexes, la situation est fondamentalement différente. La division du travail y est très marquée, les rapports de dépendance

entre petits groupes sociaux sont beaucoup plus étroits et ces relations se répercutent à un niveau plus élevé, un système très important d'interdépendance est ainsi créé. Ce réseau d'interdépendance est établi à tous les niveaux de la vie sociale (économique, technologique, administratif, juridique, éducatif, religieux, politique etc...), tous ces domaines ainsi multipliés offrent des possibilités de spécialisation plus poussée, spécialisation que ne pourrait entreprendre les membres de la société, pris individuellement. Il est certain que les membres de la société contribuent significativement à l'accroissement du patrimoine intellectuel de la société mais cette contribution apparaît marginale au regard de la somme totale de connaissances dont dispose l'ensemble de la société complexe.

Compte tenu du schéma d'évolution des sociétés complexes, les sciences, notamment les sciences sociales, sont coordonnées, organisées et diffusées par le canal, et dans le cadre, d'institutions spécialisées d'enseignement et de recherche. Ainsi, la connaissance est-elle institutionnalisée et dans une large mesure, mise à l'écart de segments individuels de la société. En raison de son institutionnalisation croissante, la connaissance devient un problème national et/ou international majeur. En conséquence, pour développer les politiques nationales en matière des sciences, on fait un usage croissant d'institutions plutôt que d'individus. La science, ainsi institutionnalisée, naît et se développe grâce à une spécialisation croissante. On fait beaucoup plus fréquemment appel aux services de spécialistes et d'experts, personnes employées à plein temps et rémunérées par des organismes spécialisés aux fins de concevoir et d'élaborer de nouvelles idées.

Les organismes scientifiques spécialisés et leur personnel se situent de plus en plus ouvertement par rapport aux organes politiques principaux d'un pays donné. Ces liens politiques sont établis en raison de la spécialisation des connaissances offertes par ces organismes et également parce que le fonctionnement de telles institutions exige d'énormes fonds qu'il leur serait difficile d'obtenir sans le soutien financier d'organes politiques, puissants et stables. C'est ainsi que les intérêts financiers et politiques s'entremêlent dans les activités scientifiques entreprises par les organismes spécialisés et leur personnel. Cette convergence d'intérêts est facilitée par le fait que la science, professionnalisée et institutionnalisée, établit également ses propres systèmes d'intérêts cachés, intérêts très similaires à ceux des principaux systèmes politiques et économiques à orientation technocratique. En fait, les grands organismes scientifiques ont besoin d'être reconnus pour pouvoir justifier leurs activités très onéreuses, d'où leur recherche d'appui, de soutien et d'affiliation politique. Il est indéniable que ce soutien politique est rentable, tant du point de vue économique que politique ; il est également indéniable que ce soutien est obtenu au prix de compromis politiques. Le fait que ces arguments ne soient généralement pas partagés par les chercheurs n'est, toutefois, pas une preuve suffisante pour contester l'asservissement relatif des grandes théories scientifiques aux systèmes politiques. Bon gré, malgré, la science est devenue un important facteur dans les processus de prise de décision politiques et économiques, dans les sociétés complexes et qu'ils en soient ou non conscients, les théoriciens scientifiques y apportent leur contribution. Le fait que les hommes de sciences se réfèrent constamment aux grands principes de neutralité et d'impartialité se traduit souvent en pratique par une négation totale ou partielle de ces deux principes ; c'est ainsi que les hommes de scien-

#### 4 *Africa Development*

es deviennent psychologiquement instables et vulnérables aux fortes pressions politiques et économiques ou à l'appât de richesses matérielles, ou aux deux à la fois. Le vieil adage, universellement connu, qui dit : «Celui qui aye a le droit de choisir», devient la règle dans ce domaine ; les classes les plus importantes de la société ne peuvent plus exercer de contrôler d'une part à cause de l'aliénation systématique de la science, mise à l'écart de l'ensemble de la société, d'autre part en raison de l'alliance morganatique conclue entre les organismes de recherche scientifique et les puissants groupes d'intérêts économiques et politiques, ces groupes finissant par ne plus tirer leur pouvoir de la société, malgré leur utilisation fréquente du mot démocratie. Il apparaît donc clairement que, dans les sociétés complexes, il existe des convergences d'intérêts entre les chercheurs et quelques groupes sociaux économiquement et/ou politiquement puissants.

Le problème qui vient d'être évoqué ne doit pas être jugé comme une thèse fantaisiste, née de l'imagination d'un seul individu. Il s'agit d'un problème réel qui se pose à toutes les sociétés modernes, complexes, industrielles et qui a été identifié et souligné, directement ou indirectement, par un nombre de penseurs critiques. Citons notamment C. Wright MILLS, qui, dans ses travaux approfondis sur les tendances actuelles de la recherche en sciences sociales, a découvert l'existence de rapports objectifs permanents entre la science et la politique, la science et le «carriérisme» chez le chercheur, la science et la bureaucratie (6). Il est encore plus révélateur que, tant du point de vue méthodologique qu'épistémologique, les priorités assignées aux travaux de recherche en sciences sociales, soient aussi étroitement subordonnées aux intérêts de firmes commerciales, de l'Armée et de l'Etat (7). On peut donc affirmer que, dans les sociétés complexes, les institutions de recherche en sciences sociales tendent très nettement à être asservies au pouvoir en place, plutôt que de conserver leur intégrité en restant attachées à la recherche et à la diffusion de la vérité. Elles finissent donc par se transformer progressivement, et significativement, en machines énormes destinées à concevoir et mettre en œuvre les stratégies les plus favorables aux intérêts des pouvoirs politiques et les plus capables de maîtriser les situations de crises socio-économiques et socio-politiques, crises inhérentes aux sociétés car reflétant les contradictions existant au sein de tout système capitaliste. C'est donc avec justesse que Norbert LECHNER, en étudiant les recherches actuelles en sciences sociales sur l'identification des problèmes sociaux et de leurs solutions, qualifie ce type de recherche de gestion de crise (8). Il en ressort que les sciences sociales deviennent de plus en plus éclectiques et de moins en moins pertinentes quant à leur signification dans le contexte social : en fait, les pressions croissantes exercées sur ces sciences par les intérêts économiques, politiques et bureaucratiques forment un obstacle qui empêche de soulever et de trouver des solutions avec toute la volonté et toute la tenacité requises, aux problèmes fondamentaux qui affectent l'ensemble de la société. Plutôt que de s'attaquer à de tels problèmes, on demande aux chercheurs d'axer leurs travaux sur des questions superficielles qui n'ont d'autre mérite que celui de ne pas perturber l'ordre socio-économique et socio-politique établi, et de ne pas remettre en cause ses prémisses idéologiques. Les spécialistes en sciences sociales qui se prêtent, sans critiques, à ces demandes en étudiant les symptômes du malaise permanent de la société moderne au lieu de s'attaquer à ses causes réelles et profondes, deviennent les victimes du

système et apportent une grande contribution au maintien et au renforcement du statu quo socio-économique et socio-politique. Cette situation découle nécessairement du fait que le contrôle politico-idéologique des sociétés complexes, confrontées à une multitude de problèmes, est obtenu et garanti grâce à l'aide et aux interventions multiples de ces spécialistes. En conséquence, le problème auquel les sciences sociales se trouvent confrontées de nos jours est celui qui est issu d'une crise due à une prise de conscience erronée des réalités et faits sociaux. Ce problème, qui prend des proportions de plus en plus importantes à mesure que les sociétés se développent, ne saurait être suffisamment souligné car les opinions erronées sur les réalités sociales, bénéficient de l'appui des pouvoirs politiques, ont obtenu droit de citer et sont librement et largement diffusées par le canal des mass média officielles et par les universités ; à terme, elles pourraient être entièrement assimilées dans la société toute entière.

### **CARACTERISATION DES SCIENCES SOCIALES ORGANISEES DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET SOCIO-POLITIQUE NIGERIAN**

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la recherche de connaissances sur la société évolue en fonction du développement de ladite société ; aussi la transformation de ces connaissances en sciences sociales hautement organisées, étroitement institutionnalisées et spécifiquement professionnalisées n'est donc pas évidente car elle est organiquement entre-mêlée au développement global de la société.

Pour définir le concept de développement d'une façon élémentaire, on peut dire qu'il s'agit d'un processus socio-économique et socio-politique complexe qui se place dans un contexte historique important ; partant de cette définition, il est essentiel de retracer le cadre historique dans lequel les sciences sociales ont été créées, développées et structurées ainsi que d'identifier les forces qui les sous-tendent, dans le contexte nigérian.

Avant le début du phénomène historique connu sous le nom de « Révolution Industrielle », et qui eut pour résultat de pousser les nations industrielles à coloniser de vastes régions géo-politiques, les groupes socio-ethniques qui vivaient sur le territoire appelé aujourd'hui Nigéria, étaient regroupés en sociétés simples, plus ou moins autonomes. Cette constatation est sans préjugés et tient compte de l'important fait historique, indéniablement établi, que certains de ces groupes étaient très certainement en voie de se constituer en sociétés complexes. D'un point de vue historique donc, on peut avancer l'idée que les « sociétés nigériennes » pré-coloniales, en dépit de l'organisation judicieuse de leur vie sociale et du niveau de développement qu'elles avaient atteint, n'avaient pas réalisé le développement global au terme duquel la formulation de connaissances sociales devient un besoin régulièrement ressenti au plan socio-politique. C'est là une notion partiellement émise dans l'étude réalisée par I. NZIMIRO sur la création de l'Institut Ouest-Africain pour la Recherche Economique et Sociale (WAISER) ; cet institut, d'abord établi à Accra, fut plus tard dissout puis de nouveau établi au Nigéria à Ibadan sous le nom d'Institut Nigérian pour la Recherche Economique et Sociale (NISER) (9).

Le NISER, organisation-sœur du WAISER, fut créé à l'origine par le régime colonial britannique ; les préoccupations qui ont motivé son établissement puis renforcé sa mise en œuvre sont donc évidentes : «C'est à l'époque coloniale que fut reconnue l'importance du rôle des sciences sociales en tant qu'outils pour la collecte de données qui pourraient servir utilement le régime colonial au Nigéria. Les fonctionnaires coloniaux britanniques... travaillaient «la main dans la main» avec les spécialistes britanniques en sciences sociales, notamment les anthropologues, les historiens et les économistes, dont les recherches étaient généralement financées par des subventions du Bureau Colonial. Ces subventions étaient octroyées aux universités dont les travaux se révélaient utiles pour le maintien du régime colonial (au Nigéria)... La plupart des principaux (spécialistes en sciences sociales) travaillaient pour le compte du gouvernement colonial. Ils étaient donc idéologiquement engagés à la cause du colonialisme et leurs recherches ne visaient pas à bouleverser le statu quo colonial.

La recherche sociale avait pour but d'identifier les problèmes qui permettaient au régime (colonial) de poursuivre sa mission civilisatrice auprès des «indigènes». La création du WAISER (et plus tard, celle du NISER) permit aux chercheurs de se doter d'une base juridique sur le territoire colonial, et de disposer ainsi de toutes les installations académiques nécessaires à la collecte de données et à la mise en place de réseaux pour la transmission de ces données au régime. Les questions étudiées n'avaient aucun rapport avec les problèmes fondamentaux de la société coloniale...

On se gardait de s'attaquer à ces questions (fondamentales) car elles auraient pu éclairer sous un jour trop cru la réalité de l'exploitation coloniale. On se penchait plutôt sur l'étude de la superstructure de la société coloniale, telle l'examen des organisations sociales : la parenté, les systèmes politiques et juridiques, les institutions religieuses, l'organisation du village, du clan, du groupe. Ces renseignements permettaient à l'administration coloniale de disposer de faits dont elle se servait pour établir l'appareil administratif qui liait les institutions sociales au régime colonial. Cette recherche était entreprise pour faciliter la domination politique et l'exploitation économique. Ainsi ces sciences sociales n'étaient pas idéologiquement neutres et on pouvait donc remettre en cause l'hypothèse sur leur objectivité et impartialité»(1).

La citation ci-dessus présente brièvement et clairement les traits caractérisant les sciences sociales organisées, institutionnalisées et professionnalisées au Nigéria sous le régime colonial.

S'il est relativement aisé de déterminer et d'évaluer la place des sciences sociales dans un contexte colonial et plus particulièrement, d'identifier les groupes socio-politiques dont les spécialistes en sciences sociales étaient les vassaux, il est beaucoup plus difficile de procéder au même exercice dans une situation post-coloniale, lorsque la domination étrangère est supposée avoir été abolie.

Une analyse critique des conditions constituant une situation post-coloniale, révèle que, bien que nécessaire, le retrait du pouvoir administratif étranger ne suffit pas à garantir l'émancipation totale des anciennes colonies. On sait que les structures technico-économiques et les intérêts qu'elles préservent, conditionnent et déterminent, dans une large mesure, la vie socio-politique d'un pays/nation ; il est donc évident que la continuation

d'activités technico-économiques, dominées par des pays étrangers aura des effets socio-politiques similaires à «ceux enregistrés sous le régime colonial. De telles activités délimitent toujours le cadre politico-idéologique d'une nation ; à son tour, ce cadre sert de superstructure et de justification politico-idéologique à l'infrastructure technico-économique.

Il en découle que, même sans pouvoir politique étranger, l'existence de structures technico-économiques étrangères tend à créer une situation telle que la vie politico-idéologique d'un pays est influencée par des forces et intérêts étrangers.

Dans le cas du Nigéria, nombres de preuves démontrent que, malgré la décolonisation, l'économie nationale est encore dominée par les intérêts étrangers comme le traduit la présence de multinationales capitalistes, étrangères, qui jouent un rôle déterminant dans la vie socio-politique du Nigéria. Ce rôle, qui n'est ni théorique, ni abstrait mais bien réel et manifeste, s'appuie sur le fait que certains Nigériens ont pris fait et cause pour les forces étrangères et ont conclu avec elles une alliance morganatique. En d'autres termes, certains Nigériens ont créé, avec de puissants groupes économiques étrangers, une communauté d'intérêts qui nuit et fait obstacle à la réalisation des profondes aspirations de classes plus importantes de la nation nigérienne. Cette situation est due à la nature des fondements des forces socio-économiques qui sont, en cette ère post-indépendance, incarnés dans les riches Nigériens, ces riches qui, en raison de leur alliance avec les puissantes forces économiques hégémoniques étrangères, se trouvent en position de force économique. Possédant les moyens et ressources financiers nécessaires, ils peuvent partager et participer, ne serait-ce que de façon marginale, aux actions économiques des grandes multinationales étrangères; ils peuvent également (et ils le font) acheter l'allégeance politique des masses nigériennes, masses qu'ils manipulent et contrôlent grâce à l'emploi intensif de moyens de communications, reflet du capitalisme. En outre, ils peuvent aisément acheter armes et munitions ; ils peuvent obliger les chercheurs à entreprendre des travaux qui se révèleront lucratifs pour ceux qui les réalisent et pour le capitalisme mondial.

Ces remarques ne s'appliquent pas au seul environnement socio-politique et socio-économique nigérian. Elles s'appliquent à une situation, caractéristique de la presque totalité des pays sous-développés. Ainsi, la déclaration suivante de Sally NDONGO englobe également le Nigéria : «La domination impérialiste qui ne cherche qu'à s'étendre et se développer, s'appuie sur les classes dominantes dans (les pays sous-développés). C'est ainsi que, par leur intermédiaire, les intérêts de l'impérialisme sont directement présentés aux assemblées nationales, aux conseils économiques et sociaux et aux services publics» (11).

La notion de néo-colonialisme, notion violemment attaquée et critiquée par un grand nombre de spécialistes en sciences sociales, tant dans les pays occidentaux que dans le monde sous-développé sous le prétexte qu'elle est sans fondement scientifique, cette notion donc est apparue comme un outil ou cadre utile pour saisir le concept de l'alliance complexe conclue entre les intérêts étrangers et les forces socio-économiques des pays sous-développés. Ces forces sont le canal par lequel les groupes économiques étrangers exercent un pouvoir indirect sur les milieux socio-économiques et socio-politiques des nations sous-développées. Les voies et moyens mis en

œuvre pour l'exercice de ce pouvoir indirect étant caractéristiques du mode de production capitaliste et visant à assurer la survie de ce mode de production, on peut donc affirmer sans risque de se tromper que le mode de production capitaliste, établi au Nigéria par le régime colonial, se trouve renforcé au lieu de disparaître. En termes plus clairs, l'économie post-coloniale du Nigéria actuel est une économie capitaliste en pleine croissance. Le terme 'économie mixte' qui sert à la qualifier actuellement n'est qu'un euphémisme qui ne change fondamentalement rien à la situation puisque, comme l'expérience et les faits le prouvent, ses éléments dominants sont totalement contrôlés par les forces conjuguées de groupes économiques privés, étrangers et domestiques.

Ces constatations, toutes générales et superficielles soient-elles, ont d'importantes implications pour la recherche en sciences sociales au Nigéria car il serait illusoire de croire qu'un système capitaliste, dominé par des forces étrangères, fournira un soutien juridique ou financier, de façon continue, des études sociales dont les résultats pourraient mettre son existence en danger en critiquant ou bouleversant ses fondements politiques et idéologiques. Un examen approfondi de quelques domaines choisis sur lesquels portent la majeure partie des travaux réalisés actuellement par les spécialistes en sciences sociales, au Nigéria, servira à démontrer le bien fondé de la précédente remarque. Dans le chapitre qui suit, l'accent est mis sur les secteurs présentant un intérêt particulier pour les économistes ; on traitera plus loin, en les associant, de deux autres disciplines des sciences sociales, la sociologie et les sciences politiques.

## I. — LA TRISTE SITUATION DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE AU NIGERIA.

A l'heure actuelle, la plupart des économistes nigériens semblent porter une attention toute particulière à l'économie appliquée, domaine qui couvre notamment l'étude des petites industries, de l'industrialisation pour la substitution des importations, des entreprises contractuelles, des aléas d'une économie basée sur le seul secteur de la production pétrolière ; ils se préoccupent également, dans une certaine mesure, du problème de l'intégration économique au niveau régional telle qu'elle pourrait être réalisée dans le cadre de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Leur contribution dans ce domaine devient de plus en plus importante et elle sera probablement une source d'idées nouvelles et originales. En mettant l'accent sur l'économie appliquée et les secteurs susmentionnés, ces économistes nigériens ont certainement convenu de s'appuyer, implicitement ou explicitement, sur les hypothèses fondamentales suivantes :

a) la théorie économique conventionnelle, «orthodoxe» ou «libérale», décrite dans les manuels scolaires sous le terme de positivisme, est intégralement acceptée et considérée comme étant objective, neutre, détachée d'un système de valeurs, universelle et, en conséquence, satisfaisante à tous points de vue. Cette théorie est ainsi toujours utile, opérationnelle, appropriée et immuable ; il est donc évident que les Nigériens ne peuvent

y apporter aucune contribution ou amélioration. Compte tenu de cette situation, la meilleure chose à faire est d'appliquer cette théorie systématiquement et de façon éclectique, pour expliquer ou trouver des solutions aux problèmes posés dans certains cas particuliers au Nigéria. Ce point de vue exprime une ignorance, consciente ou inconsciente, d'un fait capital : à savoir que ladite théorie, en tant que justification idéologique nécessaire d'un système socio-économique bien précis, contient inévitablement certains éléments mystificateurs, destinés à endoctriner et dont la diffusion et l'internalisation constituent des conditions sine qua non pour la perpétuation du capitalisme, en général, de l'expansion et la domination capitalistes dans le monde, en particulier (12). Ainsi donc, les économistes nigériens offrent, bon gré, malgré, leur science et leur soutien au capitalisme mondial et national, en acceptant sans réserves et en basant leurs travaux de recherche et leur enseignement sur des notions préconçues, venues de l'étranger.

Plus grave encore est le fait que le rôle historique de ces notions n'est ni perçu, ni évalué dans le contexte des politiques coloniales et néo-coloniales de domination. C'est ainsi que les économistes nigériens se sont avérés incapables non seulement de mesurer le rôle joué par la théorie économique «libérale» dans la création et la perpétuation du colonialisme et du néo-colonialisme mais également de comprendre et de procéder à une analyse critique approfondie des relations de cause à effet existant entre le sous-développement et la domination historique des puissances étrangères. Plutôt que d'essayer d'appréhender le phénomène de sous-développement dans une perspective historique mondiale, la tendance actuelle est de le considérer de façon éclectique et a-historique en l'expliquant comme un phénomène isolé, résultant des effets conjugués de l'absence de capitaux, de manque de savoir-faire technique etc..., comme si, les pays développés étaient apparus, à un moment quelconque de l'histoire de l'humanité, dotés déjà de capitaux importants et de savoir-faire technique. Les propositions formulées par les économistes nigériens «néo-orthodoxes» sur les politiques de développement apparaissent donc évidentes : il est suggéré de façon explicite ou implicite, de procéder à des importations massives de tout ce qui pourrait manquer au contexte socio-économique nigérien, notamment les systèmes et doctrines normatifs, les attitudes et comportements, préconisés par des théories sociales, fondées sur la vision du monde du capitalisme industriel. La contribution des économistes nigériens se fait éclatante quand il s'agit de consolider la domination capitaliste mondiale et de saboter toute tentative de développement auto-centré et auto-suffisant au Nigéria.

b) En ce qui concerne l'intérêt que portent les économistes nigériens aux petites industries, il importe de mentionner, entre autre, qu'un intérêt si intense indique l'existence d'un accord préalable sur la notion suivante : la division du travail actuellement adoptée dans le monde est un système approprié au Nigéria. Il est également admis que cette division du travail n'implique aucun dangereux préjugé déterministe qui pourrait être utilisé pour conforter l'idée, sans fondement, que les pays industrialisés sont plus compétents que les pays sous-développés (dont le Nigéria) pour traiter des grandes industries lourdes. Il est aussi admis que le système de la division du travail, tel qu'il est établi, ne pourra jamais avoir de répercussions négatives sur le plan politique dans les pays comme le Nigéria en ce sens que, les

nations industrialisées s'interdiront de se servir de la position de force qu'ils ont acquise à saisir, de l'inégalité des spécialisations, pour exercer des pressions politiques sur de tels pays, en cas de crises.

La naïveté dont font preuve les économistes nigériens pour traiter de questions aussi capitales est vérifiée par le fait que les nations industrielles elles-mêmes ne se conforment pas strictement aux principes de règles énoncées dans leurs propres théories économiques sur les relations internationales. Bien que la théorie économique classique et néo-classique sur les relations internationales, telle qu'elle est conçue par David RICARDO (*Comparative Cost Theory*) et Eli F. Heckscher/Bertil OHLIN (*Factor Endowment Theory*) préconise la division internationale du travail et la spécialisation par région en se fondant uniquement sur les notions de coûts comparatifs et de dotations de facteurs, l'expérience pratique a toutefois montré que les nations industrielles sont toujours prêtes à promouvoir et développer des activités économiques, s'appuyant peu ou pas du tout sur de tels facteurs ; ce faisant, ces nations entrent en compétition ouverte avec d'autres pays, mieux qualifiés pour offrir ces mêmes services ou entreprendre ces mêmes activités. En adoptant couramment une telle pratique, les pays industrialisés cherchent à accroître leur degré relatif d'auto-suffisance, face à une économie internationale en crise de façon endémique. En recommandant une politique économique tendant uniquement à promouvoir le développement des petites industries au Nigéria, les économistes nigériens ont, consciemment ou inconsciemment, décidé non seulement d'accorder leur appui aux nations industrielles dans leur recherche d'une plus grande auto-suffisance mais aussi d'identifier les secteurs dans lesquels les capitaux étrangers pourraient être investis sans risques et sans compromettre l'hégémonie économique des nations industrielles.

c) En ce qui concerne la recherche économique dans les domaines de l'industrialisation pour la substitution des importations et celui des entreprises contractuelles, la question la plus discutable semble être celle de l'approche adoptée par les économistes, approche non sélective qui ne remet en cause ni l'origine des capitaux, ni la provenance des experts requis dans ces domaines. Il convient toutefois d'indiquer et de souligner qu'il serait vain de s'attendre à ce que les économistes nigériens adoptent une autre approche car, leur formation «a-historique» ne les ayant pas préparé à comprendre les réalités économiques du Nigéria, ils sont incapables d'évaluer de façon critique le rôle prépondérant joué par les capitaux et les experts étrangers dans le retard socio-économique du Nigéria. C'est probablement là l'une des raisons pour lesquelles les économistes nigériens admettent si difficilement les idées de domination et d'exploitation étrangères, idées qu'ils rejettent ou nient en n'y faisant aucune référence ; cette attitude est un procédé utile pour cacher leur affiliation avec les capitaux des monopoles internationaux et leurs agents étrangers. Un point que l'on a souvent tendance à ignorer et qu'il importe aussi de souligner est le suivant : dans un contexte historique où la scène économique nigérienne a si longtemps été dominée par les capitaux et les experts étrangers, toute politique de développement qui ne sera pas fondée sur un choix courageux, opéré en faveur des ressortissants nigériens, est condamnée à être plus favorable aux investisseurs étrangers qui possèdent plus de connaissances techniques sur le climat socio-culturel nigérien et plus

de capitaux à investir que les Nigériens. En bref, cela signifie que dans une situation de dichotomie et de diachromie historique, l'établissement de mécanismes inégaux de compétition et de compétitivité entre étrangers et nationaux aura pour conséquence d'isoler et d'exclure la participation des Nigériens aux projets économiques viables et ainsi, de freiner le développement de la nation. Par ailleurs, il en résultera également un renforcement de la position de force historique détenue par les investissements étrangers ainsi qu'une domination et une exploitation étrangères accrues sur l'économie nationale nigérienne. L'idée sans cesse présente au Nigéria, que les investissements étrangers et les activités entreprises grâce à ces capitaux sont plus efficaces que ceux des Nigériens, semble donc très discutable lorsqu'elle est étudiée à la lumière de l'expérience historique. C'est une idée dangereuse, tant du point de vue politico-social que psychologique ; s'appuyant sur certaines tendances historiques incontrôlables, elle favorise un style d'argumentation néo-colonialiste, cercle vicieux né des rouages particuliers d'un système défavorable aux Nigériens et qui s'énonce comme suit : les Nigériens n'ont jamais réussi à « décoller » économiquement et ils sont incapables de se développer ; il faut inviter les investisseurs et experts étrangers à prendre en main l'économie nigérienne, mais lorsque cette prise en charge étrangère aura eu lieu et lorsque les Nigériens seront écartés de la course économique, on se servira de la situation créée comme preuve irréfutable de l'immobilisme et de l'incapacité des Nigériens ; cette conclusion permettra à son tour de justifier d'autres actions destinées à faire venir un nombre encore plus grand d'expatriés : ainsi tourne le cercle. Un tel raisonnement, que l'on rencontre non seulement au Nigéria mais dans plusieurs autres pays sous-développés, à chaque fois qu'est débattue la question, toujours d'actualité, de réaliser le développement économique notamment en concluant des contrats et par voie de conséquence de combattre la corruption (13) montre comment des questions théoriques complexes peuvent contribuer à créer la confusion dans l'esprit des gens et à détourner leur attention des problèmes réels, lorsqu'elles sont traitées de façon superficielle et peu concluante ou lorsqu'elles sont mal formulées. Les intérêts capitalistes (étrangers, domestiques ou les deux) prédominent encore en raison de cette confusion créée dans les esprits ; cela est dû en partie à l'absence d'alternatives concrètes qui auraient pu être élaborées par les économistes nigériens s'ils étaient plus engagés à défendre la cause de leur nation. Cette situation explique également les raisons pour lesquelles le problème de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée n'a été étudié qu'en sous forme de vagues références aux besoins nationaux, besoins qui, aujourd'hui encore, restent totalement indéterminés. Le manque de données précises sur les besoins nationaux en main-d'œuvre qualifiée ne doit pas être considéré comme la preuve que les économistes ne sont pas conscients du problème ou de l'urgence de sa solution. Il faut plutôt y voir la présence d'un accord tacite entre les principaux planificateurs et économistes nigériens sur l'hypothèse suivante : il existe de toute évidence, un rapport plus ou moins absolue entre les besoins en main d'œuvre du capital privé et ceux de la nation aussi, en satisfaisant les premiers qui sont plus ou moins connus, on satisfait également les seconds. Cette mise en équation superficielle et automatique des intérêts privés nationaux et étrangers qui suppose, d'un côté, la prédominance des forces étrangères et de l'autre, celles des préoccupations nationales est l'obstacle le plus sérieux à toute étude prospective sur le potentiel

développement du Nigéria. C'est d'elle qu'est issue la contradiction latente qui détruit l'économie nationale et pose un problème aux intellectuels mentalement colonisés, ces intellectuels moyens qui, n'ayant pas réussi à appréhender les subtils facteurs sociaux, philosophiques, idéologiques et politiques sous-tendant les théories étrangères qu'ils ont apprises mécaniquement, ne peuvent ni assimiler ces théories, ni les transcender, ni s'en écarter. Pour toutes ces raisons, ils ne possèdent pas le bagage intellectuel ou l'esprit analytique original nécessaire pour entreprendre une étude approfondie des situations coloniales et néo-coloniales complexes.

Ils ne peuvent donc pas comprendre que la mise en place d'un système de substitution d'importations et d'entreprises contractuelles fondé sur une politique de libre-échange (Open-door Policy), équivaut, dans le contexte actuel de la domination persistante du monopole capitaliste, à brader la nation aux forces capitalistes étrangères, rapaces et voraces.

d) Quant à l'intérêt croissant des économistes pour la question de l'intégration économique régionale, soulignons tout d'abord brièvement le bien-fondé d'une telle notion, lorsqu'on pense surtout aux erreurs économiques commises en raison de la «balkanisation» politique de l'Afrique, erreurs qui ont lourdement pesé sur le développement de l'ensemble du continent africain. Il convient donc d'encourager fortement toute recherche entreprise dans ce domaine.

On peut néanmoins contester le choix de l'approche préconisée pour cette question, approche qui n'est pas axée sur les problèmes structurels fondamentaux, survenus dans le passé en raison de la politique coloniale de «balkanisation» et qui restent encore posés aujourd'hui. Il est très étonnant que les théoriciens et fondateurs de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'aient pas cherché à identifier ces problèmes et par voie de conséquence, à s'y attaquer avec énergie et détermination. Etant donné qu'aucune étude critique n'a été réalisée sur les conditions héritées par les nouveaux Etats africains au départ des puissances coloniales, on suppose nécessairement que cet héritage colonial est proportionnel à la promotion collective des intérêts nationaux de chaque Etat membre de la CEDEAO. C'est là une nouvelle preuve de la naïveté des économistes et des pièges intellectuels qu'ils doivent éviter.

L'économie des pays membres de la CEDEAO est schématiquement caractérisée par deux grands secteurs : l'un, issu de structures locales, est appelé secteur traditionnel ; l'autre englobe des activités modernes, plus centralisées car taillées sur mesure pour servir les intérêts étrangers. Cette répartition montre bien, qu'à l'exception de situation de crise affectant l'un des pays membres, il existe peu de produits du secteur économique traditionnel qui puissent faire l'objet d'échanges entre les Etats. Cette constatation se vérifie par le fait que tous les pays concernés appartenant à la même zone géographico-climatique, leur production économique est similaire. Tous ces pays produisent, en quantités variables, de l'igname, du manioc, du maïs, des haricots, du bétail, de l'huile de palme, du café, du cacao etc... et tout échange entre pays de la CEDEAO serait essentiellement destiné à combler un déficit dans un autre Etat membre. Si ces observations donnent une image réaliste de la situation à l'intérieur de la CEDEAO, il en découle que, pour l'instant du moins, l'intérêt principal de la Communauté réside en ses effets sur le secteur des activités économiques modernes, secteur encore très large-

ment contrôlé par le capital étranger dans l'ensemble de la région de la CEDEAO. A la suite de l'expansion sans précédent des investissements dans le secteur de la substitution d'importations, la production des multinationales, notamment au Nigéria, s'est considérablement accrue, ce qui conduit à la recherche de marchés plus importants que celui qu'offre ou que pourrait offrir la CEDEAO. Il semble bien donc que cette notion constitue l'unique et principale justification de l'existence de la CEDEAO à l'heure actuelle ; or, les économistes contribuent précisément à escamoter cette notion en proposant d'autres justifications superficielles et peu imaginatives par le canal d'une politique délibérée qui fait appel et cherche à éveiller des sentiments de communauté et d'identité culturelles. C'est à cet effet que l'idée d'échanges culturels, telle qu'énoncée dans la charte de la CEDEAO, est évoquée ; elle est également utilisée délibérément comme un instrument utile pour mieux égarer les habitants de la région et ainsi camoufler la domination étrangère croissante de la région. Ce faisant, on empêche les peuples de se rendre compte, qu'au sein de la CEDEAO, les usines de montage d'automobiles, de bicyclettes, de radios, et toutes sortes d'activités complexes des multinationales tels que l'extraction et le raffinage de pétrole, l'extraction et le traitement d'autres minerais stratégiques, les transports, les communications, l'industrie de chaussures et de vêtements etc... peuvent être encore plus prospères que si la CEDEAO n'existait pas. On peut également se poser des questions sur les propositions concernant les échanges culturels à l'intérieur de la CEDEAO. L'hypothèse fondamentale est que les cultures traditionnelles ouest-africaines, ayant été nourries par un milieu externe plus ou moins homogène, sont forcément similaires dans leurs caractéristiques essentielles, même si l'on observe des différences locales ; si le bien-fondé de cette hypothèse se vérifie, on peut alors se demander sur quoi porteraient ces échanges culturels, l'absence de différences culturelles fondamentales entre les peuples ouest-africains ne pouvant être utilisée pour justifier les transactions envisagées. La contradiction inhérente à l'idée de telles actions a déjà été mise en évidence (bien que de façon trop peu manifeste pour que le grand public ouest-africain s'en aperçoive) par les résultats des premiers échanges réalisés. Au lieu de porter sur les cultures africaines traditionnelles, ces premiers échanges ont plutôt concerné l'héritage laissé par les maîtres coloniaux : quelques jeunes africains anglophones cultivés ont été sélectionnés pour se rendre dans certains pays francophones, membres de la CEDEAO, pour y apprendre le français et se familiariser avec les milieux d'affaires de ces pays, et vice-versa. C'est là une démonstration pratique qui confirme le point de vue exprimé plus haut, à savoir que la CEDEAO est un dispositif régional pragmatique qui sert à renforcer la domination étrangère historique en Afrique. En conséquence, des efforts synchronisés ont été délibérément déployés, tant au plan économique que culturel pour faciliter et soutenir cette domination qui, pour atteindre un degré satisfaisant d'efficacité et de viabilité, doit être permanente. Une des conditions requises pour réaliser ce principe de permanence consiste à conjuguer l'action culturelle planifiée à la participation économique car il est reconnu qu'une politique de domination étrangère qui ne serait fondée que sur des éléments économiques, sera, à long terme, éphémère d'où la nécessité de l'appuyer par une infiltration et un endoctrinement culturels étrangers. « Quoiqu'indispensable à tout acte d'oppression, la force brutale ne suffit jamais à maintenir, de façon durable, la

domination d'un peuple par un autre peuple. Pour maintenir longtemps et efficacement un peuple sous le joug, il est indispensable d'obtenir qu'au moins une partie des classes dominantes du peuple soumis accepte et adopte les valeurs et normes de l'occupant. Les forces d'occupation ont besoin d'alliés et de collaborateurs qui, de l'intérieur, diffusent leurs idées et font naître des doutes sur les valeurs de leur propre société, en agissant ainsi, ces collaborateurs détruisent la cohésion et minent la force de résistance de leur société à l'agression étrangère. Cette tâche d'aliénation et de dressage, ce travail infiniment dangereux et insidieux... échoient, dans les sociétés contemporaines, à l'éducation «moderne» coloniale et néo-coloniale qui en constitue le pilier. Là, comme dans d'autres domaines, l'impérialisme s'est révélé capable de disparaître du devant de la scène tout en restant présent derrière le rideau par le biais des programmes éducatifs et du langage des communications (14). Ainsi, avec leur programme d'échanges culturels orienté vers l'extérieur, la CEDEAO, ses théoriciens-idéologues et ses organes directeurs ne peuvent que contribuer fortement à consolider et étendre le travail culturel destructeur des maîtres coloniaux au lieu de faire revivre, de réhabiliter et de promouvoir les traditions culturelles africaines, devenues morbides et moribondes sous la pression et le fardeau historique de l'homme blanc. L'identification des relations organiques subtiles qui existent entre la vie économique et la vie culturelle ainsi que la formulation de politiques adaptées à ces relations sont incontestablement des tâches dévolues aux spécialistes en sciences sociales.

## II. — SOCIOLOGIE ET SCIENCES POLITIQUES AU NIGERIA : ORIGINE DE LEUR INOPPORTUNITE

Tout comme les sciences économiques, la sociologie et les sciences politiques contemporaines sont, au Nigéria, tributaires de leur origine, à savoir la société industrielle capitaliste, connue universellement comme étant le paradigme de la société de classes issue du modèle de production capitaliste. Prenant leurs racines dans la société industrielle capitaliste, la sociologie et les sciences politiques reflètent nécessairement les caractéristiques très particulières, les anomalies et malaises de cette société stratifiée. Leur rôle est double et ambigu ; il consiste à entreprendre une réflexion, avec des thèmes et méthodes de travail qui leur sont propres, sur les caractéristiques des classes de cette société et, en même temps, de camoufler les contradictions de classes en inventant une éthique sociale mythique et donc idéologique, en laquelle les gens sont amenés à croire fermement pour créer un consensus, une harmonie et une cohésion pré-établis et permanents. A ce rôle contradictoire, s'ajoute celui de créer un ordre social abstrait et métathéorique qui, dans des situations idéales, permettrait de transcender, d'éviter et de prévenir les conflits et antagonismes dans la société. L'approche théorique, adoptée par les deux disciplines scientifiques sus-mentionnées pour atteindre cet objectif, est la doctrine fonctionnaliste.

Courant de pensée le plus suivi actuellement en sociologie et sciences politiques, le fonctionnalisme est une doctrine qui ne nie pas l'existence de classes dans le système social du capitalisme industriel et c'est là sa vertu la plus éclatante. Néanmoins, cette doctrine commet le crime impardonnable de toujours assigner à chaque classe sociale une fonction indéterminée qui

est censée être, à priori, complémentaire aux fonctions des autres classes. Ne disposant d'aucune étude approfondie sur le fond et la forme de chacune des fonctions ainsi assignées — les fonctionnalistes ne se sont, à vrai dire, jamais beaucoup préoccupés des questions de forme et de fond (15) — il apparaît donc que chaque fonction se justifie *per se* et, plus important encore, ces fonctions semblent ne contenir aucun élément de lutte des classes. Elles se recoupent harmonieusement et contribuent à la mise en place d'un système social qui assure stabilité et paix à la société. Sans ces interactions fonctionnelles harmonieuses, la société ne peut survivre. Le plus important élément d'endoctrinement du fonctionnalisme est sa négation totale du malthusianisme. Selon cette école, toute théorie soulignant les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, aux relations socio-économiques déséquilibrées et aux conflits qu'engendre un tel mode de production, n'est ni crédible, ni valable. — Leur réputation, s'il arrive qu'on leur en accorde une, ne doit être que marginale par rapport à l'intérêt politique considérable suscité par l'expansion du fonctionnalisme. Les politiques préconisées par les fonctionnalistes ont pour objectif ultime, la stabilité et dans le meilleur des cas, elles proposent des mesures évolutives, étant entendu que ces mesures ne doivent ni perturber l'équilibre des forces socio-économiques et socio-politiques, ni bouleverser l'équilibre social déjà existant.

Le fonctionnalisme peut donc être identifié au conformisme et au conservatisme car s'est une doctrine qui s'oppose à tout changement structurel fondamental dans la société.

En adoptant les thèses chères à I. NZIMIRO (16), on ne peut nier l'influence quasi-absolue, sinon totale, que les notions rigides du fonctionnalisme ont eu sur l'enseignement et la recherche dans les domaines des sciences politiques et de la sociologie, au Nigéria. Cette observation délimite déjà le cadre dans lequel doit s'inscrire tout travail critique du spécialiste en sciences sociales : puisque le fonctionnalisme s'est révélé profondément mystificateur et incapable de résoudre les problèmes des sociétés industrielles capitalistes, raisons pour lesquelles cette théorie est si sévèrement critiquée de nos jours, on peut donc imaginer à quel point son application devient inopportune et équivoque dans une situation plus complexe de capitalisme périphérique ! En d'autres termes, comment peut-on concilier, de façon fonctionnelle et idéale, d'un côté les intérêts du capitalisme étranger et ceux des classes dominantes des pays sous-développés (dont le Nigéria), et de l'autre, les intérêts hétérogènes et conjugués de ces deux catégories avec ceux des masses marginales de ces mêmes pays sous-développés ! Ce sont là des questions fondamentales auxquelles les fonctionnalistes ne peuvent répondre de façon satisfaisante qu'en abandonnant leurs thèses et en ayant recours aux théories conflictuelles. Une telle ré-orientation, lorsqu'elle a lieu, ne doit pas être fondée sur des questions de commodité, elle doit être l'expression d'une conviction profonde et d'un engagement total. Ainsi, les fonctionnalistes qui abandonnent leurs thèses par pur opportunisme, restent en général superficiels et contradictoires dans leur analyse des problèmes affectant les pays sous-développés et ce, en raison d'une absence de conviction personnelle dans les théories conflictuelles et également par manque de dévouement à la cause de pays sous-développés.

On voit donc que les problèmes pratiques auxquels sont confrontés sociologues et spécialistes en sciences politiques au Nigéria, ne sont pas fondamentalement différents de ceux dont est née la crédulité infantile des économistes nigériens. En termes épistémologiques, il s'agit de problèmes d'inopportunité issus, non seulement de l'adoption de modèles métathéoriques abstraits et non-opérationnels, mais également, de l'absence d'engagement des chercheurs concernés à la cause de leur propre société. Cet état de choses affecte notamment le choix des domaines prioritaires étudiés par les sociologues et les spécialistes en sciences sociales au Nigéria ainsi que leur sélection de techniques d'enquêtes. Que la recherche porte sur les valeurs, normes, attitudes, comportements sociaux et/ou politiques ; les élites sociales et/ou politiques ; les schémas d'organisation sociale et/ou politique ; les mécanismes de délégation et d'exercice du pouvoir politique et/ou social etc..., l'application de la doctrine fonctionnaliste à une telle recherche a toujours pour effet de distordre la réalité en raison de l'omniprésence de l'hypothèse fonctionnaliste fondamentale selon laquelle les éléments existant dans la société sont, quelle que soit leur nature, toujours adéquats, jamais ou rarement dysfonctionnels. Cette observation se vérifie, dans le contexte socio-politique nigérien, par l'idée largement répandue et adoptée que le système ou ordre socio-politique actuellement prévalant, est fondamentalement bon ; en conséquence, toute ratée dans sa mise en œuvre est due aux personnes ou groupes responsables. Pour y remédier, on se contente de formuler quelques recommandations destinées à accroître l'efficacité dudit système grâce à un renforcement de discipline dans ces groupes. On décide d'ignorer, probablement par commodité intellectuelle, la question critique, et combien opportune, suivante : comment un bon système peut-il faire naître, et fortifier, de mauvais éléments socio-politiques ? Si l'on comprend que, dans une situation conflictuelle théorique, il ne peut y avoir de système parfait, il devient nécessaire d'établir une relation dialectique entre le système et ses éléments constitutifs, relation qui permettra de se rendre compte que la présence de mauvais éléments dans un système est une indication de l'imperfection dudit système qu'il convient de réformer ou d'améliorer, dans le cas où la situation prévalante interdit toute notion de révolution.

### **VERS UNE ORIENTATION NOUVELLE ET UTILITAIRE DES SCIENCES SOCIALES AU NIGERIA**

Comme nous avons essayé de l'expliquer plus haut, le problème crucial auquel sont confrontés les spécialistes en sciences sociales nigériens est, en grande partie, issu de l'adoption de thèses fonctionnalistes, tendant à protéger et à défendre le statu quo ; le choix d'une telle approche résulte d'une situation socio-économique et socio-politique spécifique qui s'oppose à tout changement structurel fondamental de la société. Le Nigéria étant, par excellence, le type même de la nation capitaliste périphérique, on ne peut s'attendre à ce que sa superstructure (nourritures psycho-intellectuelles y compris) se développe à l'encontre de l'esprit capitaliste, du type de société proposée par le capitalisme et surtout, des dogmes et idées diffusées par les principaux centres capitalistes mondiaux. En se développant, cette superstructure doit prendre en compte et assurer l'existence de correspondances

entre la production scientifique sociale et les besoins d'un système capitaliste périphérique. Ces quelques observations sont essentielles pour comprendre la dimension nationale de la situation déplorable dans laquelle se trouvent les spécialistes en sciences sociales au Nigéria.

Citons à cet effet, l'analyse lucide de I. NZIMIRO. Partant de la question fondamentale suivante : Par quel mécanisme, les influences extérieures peuvent-elles provoquer une crise, dans le domaine des sciences sociales ? NZIMIRO déclare : «La réponse à cette question soulève un problème idéologique. Toute nation, dont l'âme est asservie par des modes de pensée issue d'une société dotée d'une structure sociale, d'une expérience historique et d'une vision du monde différentes, est condamnée à étouffer sa jeunesse et ses intellectuels. Les mécanismes de pensée de ses citoyens étant téléguidés de l'étranger, une telle nation ne peut remettre en cause les fondements de son existence.

Dans un monde matérialiste puissant où les moyens de communications sont contrôlés par l'Occident, où les produits qui aiguissent l'appétit des classes dominantes sont manufacturés et expédiés vers d'autres nations pour y être consommés, où le système éducatif est exporté de l'étranger et présenté à ceux qui feront usage de ses valeurs comme garantissant le succès matériel dans un tel monde, les nations qui reçoivent cette culture matérielle et immatérielle, sont destinées à n'être que des caricatures de leurs modèles étrangers ...

«Dès que le Nigéria a été intégré au système capitaliste mondial, l'intellect de son peuple s'est trouvé assujéti aux valeurs idéologiques de l'Occident. Une mentalité reflétant les valeurs des maîtres, s'est inconsciemment imposée aux processus de pensée de ceux qui avaient été exposés à ces valeurs. Les valeurs de notre société sont donc celles qui nous ont été données par l'Occident. Le matérialisme, sous-produit de la culture matérielle occidentale, est devenu une maladie car nous vivons maintenant dans une société uniquement préoccupée de gains. La course à la richesse est devenue une obsession. L'acquisition de biens matériels est considérée comme une condition essentielle pour grimper dans l'échelle de la société et toutes les autres valeurs sont englouties dans ce tourbillon de matérialisme. L'histoire du célèbre philosophe qui demandait à un riche de s'écarter de sa vue car son ombre faisait écran au monde réel, paraîtrait bien étrange si elle était contée à nos contemporains.» (17)

Une analyse approfondie de ce passage de NZIMIRO révélerait qu'en fait, il existe une sorte de correspondance organique entre la vie économique, politique, intellectuelle et culturelle de sorte que le Nigéria, en tant que nation capitaliste, serait incapable de conserver son identité s'il devait tolérer l'établissement de systèmes scientifiques de production qui auraient pour effet d'étrangler le capitalisme. Compte tenu du fait que le capitalisme est fondé sur une «philosophie de laissez-faire», philosophie qui opère néanmoins des sélections en ce sens qu'elle ne cherche ni à favoriser, ni à promouvoir les intérêts des pauvres, le marché du travail n'est ouvert qu'aux spécialistes en sciences sociales capables de résister à la compétition. Dans un pays tel que le Nigéria où les diplômés sont hautement appréciés et servent de critères pour évaluer la qualité intellectuelle, il est évident que la compétition sera remportée par ceux qui ne font pas preuve d'esprit critique.

Le Nigéria n'ayant pas d'idéologie nationale qui pourrait servir de critère à la sélection de chercheurs, n'importe qui peut faire acte de candidature pour un poste de spécialiste en sciences sociales qui serait vacant, à la condition que le candidat possède un diplôme internationalement reconnu, diplôme qui, dans un système social capitaliste, équivaut à un «ticket de restaurant» et sert à ouvrir les portes au «carriérisme». La promotion professionnelle, essentiellement fondée sur le nombre de publications parues dans les «magazines spécialisés», sert par la suite à opérer une sélection entre «bons» et «mauvais» chercheurs. On se soucie peu de savoir si les thèses préconisées par les soi-disant «magazines spécialisés» ne sont pas contraires aux intérêts nationaux nigériens, on se soucie encore moins de savoir que ce qu'on qualifie de «bon» ou de «mauvais» dans le domaine des sciences sociales est, dans une grande mesure, fonction du jugement subjectif et de l'orientation normative de la personne qui juge. Il importe également d'indiquer ici que, d'une façon générale, est considéré comme bon par la doctrine fonctionnaliste tout ce qui est conforme au système prévalant et qui ne cherche, ni à remettre en cause, ni à perturber les fondements d'un tel système. Par ailleurs, aussi originale, stimulante et imaginative soit-elle, toute thèse qui remet en question le statu quo est immédiatement qualifiée de mauvaise et totalement rejetée.

Dans un tel climat, les chercheurs non conformistes ressentent de plus en plus de frustration et sont, soit écartés de la vie académique, soit contraints de vivre dans le silence et l'impuissance, ce qui laisse la profession ouverte aux seuls spécialistes, disciples des thèses et doctrines favorables au maintien du système socio-économique et socio-politique du capitalisme périphérique. Sûrs du soutien total et des bénédictions du système, les chercheurs «néo-orthodoxes» ont donc le champ libre pour diffuser des notions inutiles pour comprendre les conditions historiques dont résulte le Nigéria d'aujourd'hui, dégénéralant ainsi dans la médiocrité. C'est ainsi que l'inefficacité intellectuelle devient une vertu spéciale dans un contexte spécial auquel s'applique le principe énoncé comme suit : «les chiens ne mangent pas la viande de chien». Ce principe, qui signifie que les médiocres ne s'opposent pas aux médiocres, et qu'un Etat capitaliste n'émascule pas ceux qui prônent son existence et le soutiennent, sert de fondement à la création et à l'institutionnalisation du système de «cliques» et de «clients» qui est aujourd'hui l'une des caractéristiques de la vie académique au Nigéria. L'hypocrisie devenant une institution, une situation d'équilibre s'est établie entre les intérêts et les partis concernés. Cela a créé un cercle vicieux qui touche non seulement les milieux académiques mais également les milieux économiques et politiques, tant au Nigéria qu'à l'étranger.

Si les facteurs susmentionnés sont bien ceux qui conditionnent la recherche académique au Nigéria, on peut raisonnablement conclure que, pour une ré-orientation des travaux scientifiques, il serait essentiel de prendre les normes suivantes : lever les obstacles externes qui paralysent, à l'intérieur des universités, la poursuite de travaux valables ou accorder une totale liberté académique qui permettrait de garantir et de promouvoir l'enseignement des doctrines les plus diverses dans les universités nigériennes.

La proposition formulée sur un abandon des influences extérieures s'inscrit, de toute évidence, dans le cadre de recommandation similaire sur la nécessité d'élaborer au plus tôt, une nouvelle idéologie qui refléterait, de

façon plus réaliste, les conditions d'existence de la nation Nigérienne et qui ne serait plus, comme c'est le cas actuellement, l'expression des intérêts éso-tériques de quelques riches Nigériens. En d'autres termes, il s'agit d'établir un nouvel ordre socio-économique et socio-politique, qui insufflerait un nouveau sens de direction dans la nation toute entière. Les universités, en tant que partie intégrante de la nation, seront appelées à apporter leur contribution à l'effort national, déployé pour la formulation d'un nouveau système ; les chercheurs seront alors obligés de se défaire de leur attitude apathique envers la recherche académique. D'ores et déjà, le système actuel, qui favorise la médiocrité académique, fait l'objet de très sévères critiques. A défaut des raisons plus valables, la réorientation de la recherche intellectuelle se fera pour des motifs purement existentiels ; en effet, les chercheurs se rendront compte qu'il ne sera pas rentable de s'attacher à des questions sans rapport avec le nouveau système et que ce faisant, ils risquent de perdre ou leurs postes ou leur crédibilité. Par ailleurs, les chercheurs dont les opinions critiques avaient été réprimées ou supprimées, auront un rôle prépondérant à jouer dans le combat national pour l'élaboration d'une idéologie et d'un système national. Dans cette nouvelle situation le recrutement et la promotion dans les universités seront fonction de critères, établis sur la base, ou prenant en compte, les efforts nationaux continus en vue d'améliorer les systèmes socio-économiques et socio-politiques.

La seconde proposition, relative à la démocratisation, la libéralisation et l'émancipation de la vie académique, placée en dehors de toutes contraintes, attaches et considérations politiques, est fondée, à défaut d'une volonté nationale ferme d'établir un nouvel ordre national, sur l'idée, simple mais non utopique, que les systèmes académiques démocratiques et ouverts contribuent à créer un climat favorable à l'élargissement des idées et aux débats intellectuels. Dans la mesure où le «parrainage» sera exclu de la vie académique, la valeur du travail des chercheurs sera uniquement déterminée par les mérites intrinsèques de ce travail, et c'est sur cette valeur que l'on se basera pour juger le succès académique. Il est certain que ce changement affectera également l'orientation des travaux de recherche car les chercheurs ne pourront plus compter sur «les transactions nocturnes» (18) qui ne seront plus rentables, au moins à long terme. Même sans l'influence des pressions extérieures, les spécialistes en sciences sociales, ne peuvent, aujourd'hui, prétendre une ignorance de l'existence de nouvelles thèses critiques dans leurs diverses disciplines. S'ils n'adoptent pas ces nouvelles doctrines, c'est assurément pour des raisons de pure commodité intellectuelle ou par paresse, motifs qui sont les conséquences d'intérêts particuliers de nature non académique qui s'expliquent ainsi : les diplômés universitaires étant, à l'heure actuelle, considérés comme des assurances à vie et les professeurs d'université étant plus concernés par leurs affaires privées que par la poursuite d'un long travail académique, il n'apparaît pas nécessaire de considérer les travaux intellectuels comme des exercices permanents qui exigent une mise à jour continue et un ré-ajustement des connaissances sur les conditions changeantes de l'existence. Avec l'établissement d'un système démocratique d'échanges, de défis et de compétition intellectuels, il est probable qu'une nouvelle éthique académique sera conçue, éthique selon laquelle la valeur, la productivité, la pertinence et le mérite d'un travail académique seront déterminés par la connaissance des domaines et tendances les plus récents des débats académiques

ainsi que celle des contributions scientifiques les plus pertinentes qui y auront été apportées. On prendra alors conscience que l'accent, immuablement mis dans les universités nigériennes, sur des théories dépassées, ne pourra plus être justifié. Dans les pays où les doctrines peuvent faire l'objet de libres débats, l'université devient un centre de création d'idées nouvelles, toujours nécessaires pour établir des programmes d'enseignements pertinents dans les facultés. Les programmes actuels des facultés de sciences économiques comportent habituellement un cours d'introduction à l'économie suivi d'une étude des principes économiques et enfin, une série de cours I, II, III etc... d'analyse économique ; les facultés de Sociologie et de Sciences Politiques offrent quant à elles, des cours sur divers aspects de la société étudiés essentiellement selon les perspectives fonctionnalistes. Au lieu de n'offrir que de tels programmes qui, enfin de compte, ne sont qu'une simple répétition *ad infinitum* des mêmes notions, présentées de différentes façons, les diverses disciplines des sciences sociales devraient s'apercevoir de l'utilité d'élargir la portée de leurs préoccupations traditionnelles, préoccupations qui consistent essentiellement à diffuser des théories «orthodoxes – libérales» étrangères et, le cas échéant, à mener des travaux de recherche associés à ces mêmes théories. Elles découvriront, au moyen d'études individuelles ou interdisciplinaires, la nécessité urgente de traiter et de s'attaquer aux questions vitales, cruciales, transdisciplinaires et si controversées de notre temps, telles que le capitalisme, l'impérialisme et l'exploitation face au socialisme ainsi que l'impact de ces divers facteurs sur le Nigéria ; les causes des problèmes de l'économie pétrolière nigérienne ; l'aliénation et la perversion des processus de développement en tant qu'éléments constitutifs du dilemme total de la dépendance ; les raisons pour et contre la quête croissante de l'auto-détermination et l'auto-centrisme dans un monde contemporain dominé par de puissants intérêts cachés, etc...

L'élaboration et l'établissement de sciences sociales utilitaires et donc libératrices, au Nigéria nécessitent une nouvelle approche ainsi qu'un traitement différent de ces sciences, actions déjà en cours de réalisation ailleurs qu'au Nigéria. De telles actions exigent également une nouvelle idéologie, une nouvelle vision de l'existence qui aura pour conséquences des changements structurels profonds à l'intérieur et en dehors des institutions d'enseignement supérieur, processus qui ne pourra être mené à terme sans la mise en place de forces de pression, sans une thérapie de choc, qui affecteront, au mieux de façon simultanée, les influences externes et internes sur les universités nigériennes.

## NOTES

- (1) Pour une information plus détaillée, voir Gunnar MYRDAL, *Objectivity in Social Research*, Londres (Gerald Duckworth & Co Ltd.) 1970. Pour de plus amples informations sur ce sujet voir David Morley, *The Sensitive Scientist : Rapport d'un British Association Study Group*, London (SCM Press Ltd.) 1978.
- (2) J.K. Galbraith, *Economics and the Public Purpose*, Londres (Andre Dentsch) 1974 pp. 7-8.
- (3) Alvain W. Gouldner, *the Dialectic of Ideology and Technology : The Origins, Grammar and Futur of ideology*, Londres (The Macmillan Press Ltd.) 1976 pp. 6-7.

- (4) Norbert Lechner, Sozialwissenschaftliches Krisenmanagement in Lateinamerika In : Dankwart Danckwerts, Hermann Pfuetze et alia (eds.), Die Sozialwissenschaften in der Strategie der Entwicklungspolitik, Francfort on the Main (Suhrkamp Verlag) 1970, p. 112.
- (5) Freimut Duve, Der Rassenkrieg findet nicht statt. Entwicklungspolitik zwischen Angst und Armut, Duesseldorf-Vienna (Econ Verlag GmbH) 1971, p. 130.
- (6) C. Wright Mills, the Sociological Imagination (version française) : L'imagination sociologique, Paris (François Maspéro) 1976 pp. 70–71 ; 97–98 ; 103–105 et 107–124.
- (7) Voir C. Wright Mills, op. cit., pp. 97–98. Pour des informations plus détaillées, voir Michael Klare, The Military Research Network ; America's Fourth Armed Service. North American Congress on Latin America (NACLA) (ed.), The University – Military – Policy Complex : A Directory and Related Documents, 1970.
- (8) Voir Norbert Lechner, op. cit. Le titre du travail de Lechner tel qu'il est cité plus haut est libellé en anglais comme suit : Social Scientific Crises Management in Latin America.
- (9) Voir Ikenna Nzimiro, «The Crisis in the Social Sciences : The Nigerian Situation». Third World Forum Occasional Paper No. 2, 1977, pp. 18–19.
- (10) Ikenna Nzimiro, op. cit., pp. 18–19.
- (11) Sally N'Dongo, la «Coopération» Franco-Africaine, Paris (François Maspéro) 1972, p. 26.
- (12) Pour une justification partielle, voir Gunnar Myrdal, «Economic Theory and Underdeveloped Nations», Londres (Methcen 1 Co Ltd.) 1964, notamment p. 7–10. Voir également Francis Green «Petter Nore (Eds), «Economies: An Anti-Text, Londres (The Macmillan Press Ltd.), 1977, notamment, 1ère partie.
- (13) On suppose invariablement que la corruption ne s'observe que dans les pays sous-développés. Dans son étude, intitulé : «The Challenge of World Poverty (édition allemande : Politishes Manifest über die Armut in der Welt, Francfort/am/Main (Buhrkamp Verlag), 1970, p. 225–226), Gunnar Myrdal démontre que cette supposition est peu fondée en ce sens que, dans une certaine mesure du moins, la corruption s'observe également dans les nations industrielles. Il y déclare, entre autre : «En public, les représentants des firmes occidentales ne mentionnent jamais le sujet de la corruption. Or, comme j'ai pu la vérifier moi-même, en privé, ces représentants reconnaissent ouvertement qu'il est très souvent nécessaire de verser des pots-de-vins aux hauts fonctionnaires ou aux politiciens (dans les pays sous-développés) pour réussir à conclure un accord et qu'il faut également corrompre les commis et cadres moyens pour mener les affaires sans trop de difficultés. Ils parlent librement de leurs propres expériences en ce domaine et de celles d'autres firmes. Les sommes consacrées à la corruption représentent, avouent-ils, une partie considérable du coût total des opérations envisagées.»
- (14) Dossier : l'Impérialisme Culturel – Zones des Tempêtes, No.2., Paris–Mai-Juin 1973, p. 9.
- (15) Voir Emilio Willems, Dictionnaire de Sociologie, Paris (Marcel Rivière et Co), 1961, p. 95.
- (16) Voir Ikenna Nzimiro, op. cit., p. 31–33.
- (17) Ikenna Nzimiro, op. cit., p. 46–47.
- (18) Cette expression, peu courante, désigne toutes actions réalisées la nuit en vue d'être choisies pour occuper certaines fonctions ou pour gagner les faveurs d'un supérieur, le but recherché étant toujours la promotion professionnelle.

## SUMMARY

In this article the author is trying to see how social sciences as a means of collecting «reliable informations about the conditions determining social existence in specific environments and of working out strategies corresponding to the same conditions», have affected the Nigerian environment. In his introductory remarks he makes a number of important points :

1. What makes social scientific work difficult is that although it deals with society at large, there are some important elements of this complex reality which are non-material, unseen and somehow transcendental and which social scientists can hardly apprehend.
2. Due largely to the invisible nature of society and its mechanisms of functioning, the problem of objectivity of value-neutrality and its attendant questions of impartiality and ideology have always plagued social scientists in their sustained efforts at explaining social realities.

The writer then proceeds by pointing out that social sciences are derived from a particular mode of social production. Hence the importance of science in general and social sciences in particular as an important input for economic and political decision making processes in societies. In the so-called complex societies there is a systematic alienation of science from society at large, partly because of the alliance between science producing agencies and the powerful economic and political groups.

After this theoretical analysis of the relationships between Social Sciences and society, the author tries to analyse the Nigerian case in the light of this theoretical point of view. After the creation of the West African Institute of Social and Economic Research (WAISER) and its offspring the Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER), the investigation of «Society» was geared towards the identification of those problems which would enable the (colonial) regime to carry out its civilising mission to the «natives». This institutionalisation of social sciences has had the following consequences:

1. The Nigerian Social Scientist tended to focus their attention on the so-called applied social science.
2. In doing this they accepted some basic assumptions of conventional social science, such as:—
  - a) The conventional «orthodox» or «liberal» economic theory is unrestrictedly accepted as satisfactory in absolute terms.
  - b) The exclusive interest in small-scale industries presupposes an understanding according to which the prevailing international division of labour is appropriate to Nigeria.
  - c) The international division of labour does not contain any serious historical deterministic biases which favour the position of developed countries.

As a result conventional social science such as sociology, political sciences and economics became incapable of relevant analyses of the Nigerian context.

Finally, in the last part of this article, the author suggests a number of proposals for a problem oriented use of social sciences in Nigeria.